

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°36 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : L'Union européenne adresse une liste de 60 barrières non tarifaires au ministère du Commerce ;
- ❖ **Bhoutan** : Le Bhoutan adopte la technologie Ethereum pour sécuriser les cartes d'identité et documents officiels ;
- ❖ **Inde** : Le Fonds Monétaire International rehausse ses prévisions de croissance pour l'Inde ;
- ❖ **Maldives** : Durcissement des règles pour les investisseurs étrangers ;
- ❖ **Népal** : Indicateurs macroéconomiques à la mi-septembre 2025 ;
- ❖ **Pakistan** : FMI – Accord des services (Staff level agreement – SLA) sur les programmes en cours ;
- ❖ **Sri Lanka** : Accord avec les services du FMI sur la 5e revue du programme en cours.

À RETENIR

6,6%

Prévision de croissance de l'économie
indienne du FMI en 2025/26

Bangladesh

L'Union européenne adresse une liste de 60 barrières non tarifaires au ministère du Commerce

L'Union européenne (UE) a dressé une liste de 60 barrières non tarifaires identifiées comme des obstacles majeurs à l'investissement et aux échanges commerciaux pour les entreprises européennes opérant au Bangladesh.

Ces barrières recouvrent un large éventail de difficultés réglementaires et administratives, notamment dans les domaines des procédures douanières, des marchés publics, de la propriété intellectuelle, de la lutte contre la contrefaçon, du rapatriement des bénéficiaires, ainsi que des restrictions liées au renouvellement des licences, aux visas et aux permis de travail. Elles concernent également plusieurs secteurs clés tels que l'agriculture, les produits alimentaires et les produits pharmaceutiques.

Ce document, transmis au Conseiller au Commerce, aurait été diffusé par le ministère du Commerce à plus d'une vingtaine de ministères, divisions et agences publiques afin qu'ils formulent leurs observations et recommandations sur les préoccupations exprimées par l'UE dans un délai de sept jours.

L'UE y réaffirme par ailleurs l'importance de garantir des conditions de concurrence équitables pour les investisseurs et exportateurs européens. Elle souligne qu'à l'approche de la sortie du Bangladesh de la liste des Pays les moins avancés (PMA) en 2026, le pays devra moderniser et harmoniser ses pratiques commerciales avec les normes internationales, en particulier en matière de transparence, de concurrence, et d'innovation.

Pour rappel, l'UE demeure le premier marché d'exportation du Bangladesh, notamment grâce à l'accès préférentiel dont bénéficie le pays dans le cadre de l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA). En 2024, le commerce bilatéral de marchandises a atteint 22,2 Mds EUR, générant un déficit commercial de 17,5 Mds EUR pour l'UE.

[Finance News: Latest Financial News, Finance News today in Bangladesh](#)

Ralentissement de la croissance au dernier trimestre de l'exercice 2024-25 et révision à la baisse pour FY26

Selon le Bureau des statistiques (BBS), la croissance du PIB réel du Bangladesh est tombée à 3,35% au quatrième trimestre de l'exercice 2024-25, contre 4,48% et 4,86%, respectivement au deuxième et troisième trimestre. Ce ralentissement s'explique par une chute de l'activité industrielle et des services, ainsi que par un moindre investissement public et privé. Sur l'ensemble de l'exercice, la croissance annuelle s'établit à 3,97%.

Par ailleurs, le FMI a récemment révisé à la baisse sa prévision de croissance pour l'exercice 2025-2026, désormais estimée à 4,9% contre 5,4% annoncés en juin. Cette révision s'expliquerait principalement par une hausse des prévisions d'inflation, le taux pour l'exercice FY26 étant désormais attendu à 8,7%, contre 6,2% initialement prévu. De son côté, la Banque mondiale anticipe une croissance du PIB de 4,8% pour FY26 et de 6,3% pour FY27, soulignant ainsi une reprise progressive de l'économie bangladaise à moyen terme.

<https://www.dhakatribune.com/business/393785/bangladesh%E2%80%99s-gdp-growth-slows-sharply-in-q4%E2%80%99fy25>

[Finance News: Latest Financial News, Finance News today in Bangladesh](#)

Une nouvelle loi pour assurer 93 % des déposants bancaires

Le gouvernement a approuvé une révision de la loi sur la protection des dépôts (Deposit Protection Act), portant le plafond d'assurance à 200 000 BDT (environ 1400 EUR) – un seuil qui couvrirait 93 % des comptes bancaires d'après le ministère des Finances. Le texte crée aussi, pour la première fois, un mécanisme de garantie pour les institutions financières non bancaires (NBFI), qui sera opérationnel en juillet 2028.

Le délai de remboursement des dépôts assurés sera réduit de 180 à 17 jours, et deux fonds distincts – pour banques et NBFI – seront gérés sous la supervision de la Bangladesh Bank. Cette réforme vise à renforcer la confiance du public et à aligner le système financier sur les standards internationaux, dans un contexte de fragilité d'une partie du secteur financier.

<https://www.thedailystar.net/business/economy/banks/news/new-law-fully-insure-93-bank-depositors-4007576>

La raréfaction des prêts concessionnels s'accélère

Les prêts concessionnels, accordés à des conditions favorables, ont constitué le socle de l'endettement public pour le Bangladesh mais se raréfient désormais rapidement. Les autorités utilisent la définition du FMI selon laquelle tout prêt dont l'élément-don est inférieur à 25 % est considéré comme un prêt non concessionnel.

Selon l'Economic Relations Division (ERD), 43 % des emprunts extérieurs de l'exercice 2024-25 ont été contractés à taux de marché, contre 28 % un an plus tôt et 26% en 2022-23, une accélération inédite. Cette évolution s'explique par le resserrement des conditions de financement des grandes institutions multilatérales (Banque mondiale, BAsD en tête). Ainsi, en 2024-25, seulement 20% des 2 Mds USD prêtés par la BAsD étaient à taux fixe à 2%.

Par ailleurs, ces prêts à condition de marché sont devenus particulièrement chers dans un contexte de la remontée mondiale des taux d'intérêt – en particulier la hausse du SOFR qui a atteint 5,3% en 2023 et 2024.

Pour compenser, Dhaka se tourne de plus en plus vers des emprunts en yens ou en RMB, offrant des taux plus attractifs mais accroissant les risques de change.

<https://www.tbsnews.net/economy/soft-loans-drying-even-ldc-exit-43-foreign-lending-now-market-based-1253631>

Bhoutan

Le Bhoutan adopte la technologie Ethereum pour sécuriser les cartes d'identité et documents officiels

Le Bhoutan a annoncé le transfert de son système national d'identité, couvrant cartes d'identité, certificats de naissance, diplômes et autres documents officiels, sur la blockchain Ethereum. Piloté par l'agence publique GovTech Bhutan, le projet, qui devrait être finalisé d'ici 2026, concernera environ 800 000 citoyens. Cette migration vise à renforcer la sécurité et la traçabilité des données selon les autorités bhoutanaises, aujourd'hui hébergées sur des serveurs gouvernementaux.

En adoptant une infrastructure blockchain publique, le pays se positionne en pionnier de la gouvernance numérique décentralisée, marquant un contraste avec la prudence d'autres États qui privilégient des systèmes fermés ou internes.

[Bhutan adopts Ethereum blockchain for national identity - Kuensel](#)

Inde

Le Fonds Monétaire International rehausse ses prévisions de croissance pour l'Inde

Le Fonds Monétaire International a relevé ses prévisions de croissance pour l'Inde pour l'exercice en cours de 6,4% à 6,6%. Dans la même lignée que les précédents ajustements de croissance des organisations internationales (OCDE à 6,7% et Banque mondiale à 6,5%), le Fonds justifie cette hausse par les très bons résultats enregistré lors du premier trimestre de l'exercice, où la croissance atteignait pour rappel un rythme de 7,8%, et qui permet de compenser l'incidence négative de la hausse des droits de douane américains.

A l'occasion de ce rehaussement de prévision de croissance, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal s'est exprimé sur la solidité des fondamentaux macroéconomiques indiens et de leur effet multiplicateur sur la croissance, notamment l'amélioration du sentiment consommateur et la hausse de la consommation stimulée par la réduction de la taxe sur les biens et services (GST) et la baisse de l'impôt sur le revenu, et la dynamique publique d'investissement au sein des infrastructures.

[IMF revises 2025 forecast upwards to 6,6%](#)

L'indice des prix à la consommation enregistre un plus bas en huit ans lors du mois de septembre

Après un niveau de 2,07% en août dernier, l'indice des prix à la consommation rechute à nouveau en septembre, et enregistre son niveau le plus bas en huit ans, largement inférieur à la fourchette cible de la Banque centrale, Reserve Bank of India (RBI), de maintien de l'inflation comprise entre 2 et 6%. Cette baisse est largement imputable à l'intensification du recul des

prix alimentaires comptant pour près de 45% du panier de prix. Toutefois, il convient de noter que l'inflation sous-jacente (hors aliments) est remontée à 4,5% en g.a., en lien avec la hausse des prix du logement et de l'or.

Cette nouvelle baisse de l'inflation laisse supposer un éventuel assouplissement de la politique monétaire de la part de la Banque centrale, lors du prochain Comité de la Politique Monétaire (MPC) en décembre. Toutefois, la RBI souhaite jusqu'à présent adopter une position attentiste en raison des vents externes défavorables liés aux perspectives de croissance et des incertitudes liées au commerce d'où le maintien du taux directeur à 5,5% lors du dernier MPC du mois de septembre. Pour rappel, jusqu'à présent, la Banque centrale a déjà assoupli ses taux de 100 points de base pour les porter à 5,5 % depuis le début de l'année 2025.

Les économistes s'accordent pour avancer que lors de l'exercice 2025-26, l'indice des prix à la consommation devrait être inférieur à l'estimation de 2,6 % de la RBI. Le conseiller économique principal du groupe SBI anticipe même une inflation de 0,45 % pour le mois octobre, ce qui plaiderait fortement en faveur d'une action concrète sur les taux.

[India's retail inflation in September hits over 8-year low, eases below RBI's lower end of target range - The Economic Times](#)

La Chine dépose plainte contre l'Inde auprès de l'OMC pour avantage concurrentiel déloyal dans le domaine des véhicules électriques

Cette semaine, le ministère chinois du Commerce a accusé l'Inde auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce d'octroyer des subventions aux secteurs des véhicules électriques et des batteries conférant un avantage concurrentiel déloyal à l'industrie indienne domestique et portant préjudice aux intérêts économiques de la Chine.

En somme, la Chine cite plusieurs politiques industrielles indiennes telles que le programme Faster Adoption and Manufacturing of Electric Vehicules (FAME II) incitant à la production et l'adoption des véhicules électriques, mais aussi le Scheme for Manufacturing of Electric Cars (SMECS) qui offre des droits de douane concessionnels pour les entreprises installant de nouvelles unités de production de voitures électriques en Inde. Par ailleurs, dans le cadre de sa politique industrielle « Make in India », le gouvernement a mis en place des Production-Linked Scheme pour l'industrie automobile et composants automobiles, d'un montant proche de 3 Mds USD courant jusqu'à 2027, permettant aux entreprises de bénéficier d'exemption douanière dans les biens d'équipements, en contrepartie d'investissement minimum, d'un seuil de chiffre d'affaires et d'un seuil de 50% de valeur ajoutée locale, et ce, afin de stimuler ainsi la production nationale de composants à haute valeur ajoutée et faire de l'Inde un hub mondial de production automobile.

Pour la Chine, ces subventions violent le principe de traitement national, c'est à dire que les importations ne devraient pas être désavantagées par rapport aux produits domestiques. Par ailleurs, pour la partie chinoise, ce type de subvention serait interdit dans certaines conditions par l'accord sur les subventions et mesures compensatoires de l'OMC.

Dans le cadre du règlement des différends, une demande de consultation à l'Inde, ayant trente jours pour y répondre, auprès de l'OMC a été formulée par la partie chinoise. Si les consultations échouent la Chine pourrait demander la création d'un panel de règlement afin de trancher l'irritant, marquant une escalade claire des tensions commerciales entre les deux géants. Il convient de noter que l'Inde devrait avoir à réformer ses subventions dans le contexte d'un jugement négatif auprès de l'OMC, malgré la longueur et la complexité des procédures.

[China vs the World: US expects support from India, other allies in rare earths trade tensions - The Economic Times](#)

Chute des recettes d'exportations indiennes à destination des Etats-Unis lors des quatre derniers mois

Selon les données avancées par le Global Trade Research Initiative, un think tank indien, les exportations indiennes à destination des Etats-Unis auraient chuté de près de 40% en quatre mois, et ce, en conséquence directe de l'entrée en vigueur des 50% de droits de douane imposés par les Etats-Unis en août dernier, dont 25 % de réciprocité et 25 % punitifs en réponse aux achats de pétrole brute par l'Inde. Par ailleurs, cette semaine, le Premier ministre Narendra Modi a annoncé l'arrêt immédiat et total des achats de pétrole brut russe, suscitant une réaction russe vive.

Le rapport indique que les recettes d'exportations vers les États-Unis sont passées de 8,8 Mds USD en mai 2025 à seulement 5,5 Mds USD en septembre 2025. À ce jour, uniquement au mois de septembre, les recettes ont enregistré une baisse de 20,3% en glissement annuel, passant de 6,8 Mds USD à 5,5 Mds USD, soit la plus importante baisse de l'année 2025. La tendance baissière a commencé en juin, les recettes ayant diminué de manière constante dès lors, -5,7% (8,3 Mds USD), -3,6% en juillet (8 Mds USD) et -13,8% (6,9 Mds USD) avant de chuter encore davantage en septembre.

Toutefois, il convient de noter que les exportations indiennes vers les États-Unis ont atteint un montant de 45,8 Mds USD au cours du premier semestre de l'exercice en cours (avril à septembre), soit une augmentation de 13,3% par rapport à 40,4 Mds USD au cours de la même période l'année dernière. Avec les pressions américaines, il est très probable d'observer une baisse significative des recettes d'exportation à destination des Etats-Unis à partir du second semestre de l'exercice (octobre à mars), parallèlement à une hausse des importations américaines.

Concernant l'avancée des négociations commerciales entre l'Inde et les Etats-Unis, une équipe de négociation indienne est actuellement à Washington pour finaliser les discussions, avec des réunions prévues avec le représentant américain au commerce, Jamieson Greer, et l'ambassadeur désigné des États-Unis en Inde, Sergio Gor. Par ailleurs, le secrétaire au Commerce, Rajesh Agrawal, a déclaré mercredi que New Delhi était disposé à augmenter ses achats d'énergie américains de 12 à 13 Mds USD supplémentaires, à condition que les prix soient compétitifs.

[Indian export to US drop by 37.5% in four months due to tariffs: GTRI Report - The Economic Times](#)

Maldives

Durcissement des règles pour les investisseurs étrangers

Le ministère du Développement économique et du Commerce a modifié le 8 octobre les exigences en termes d'accueil des investissements étrangers. Les secteurs économiques sont classés en trois niveaux : ouverts à la pleine propriété étrangère, restreints et fermés aux investissements étrangers. Plusieurs secteurs auparavant ouverts aux investisseurs étrangers seront désormais restreints. Parmi les secteurs fermés ou restreints on peut citer : commerce de gros et de détail, logistique, services publics de transport maritime, services de soutage, services de tourisme, services bancaires, ainsi que les projets de construction de moins de 15 MUSD ou les projets immobiliers de moins de 100 MUSD.

[Ministry of Trade & Economic Development](#)

Népal

Indicateurs macroéconomiques à la mi-septembre 2025

Selon la Banque centrale népalaise (NRB), l'inflation annuelle mesurée par l'indice des prix à la consommation s'établit à 1,87% à la mi-septembre 2025, contre 3,86% à la même période de l'année précédente. Ce ralentissement est largement imputable à la contraction des prix alimentaires, en baisse d'environ 1,34%. Sur le plan monétaire, la roupie népalaise s'est légèrement dépréciée face au dollar américain, passant d'environ NPR 137 à NPR 140,84 pour 1 USD, soit une dévaluation de 2,7%.

Sur le plan extérieur, les envois de fonds des travailleurs népalais à l'étranger ont progressé de 27,6% en valeur en dollars, pour atteindre environ 2,52 Mds USD sur les deux premiers mois de l'exercice. Ce flux, essentiel pour la balance des paiements, a largement contribué à un excédent courant estimé à 934 MUSD, alors qu'il était déficitaire à la même période l'an passé. Le solde global de la balance des paiements ressort également positif, autour de 1,1 Md USD. Les réserves de change brutes atteignent 20,41 Mds USD, ce qui représente une couverture de près de 16 mois d'importations de biens et services, un niveau confortable. Parallèlement, les importations de biens ont légèrement augmenté, tandis que les exportations ont progressé à un rythme plus lent, réduisant légèrement le déficit commercial, même s'il demeure structurel.

Sur le plan monétaire et financier, la liquidité du système bancaire reste ample, soutenue par les entrées nettes de devises et la progression des dépôts. La croissance du crédit au secteur privé, en revanche, demeure modérée, traduisant la prudence des banques et une demande d'investissement encore limitée.

[Current Macroeconomic and Financial Situation – NRB](#)

Prêt concessionnel de 100 MUSD de la BAsD pour la réforme financière du Népal

Le gouvernement népalais s'apprête à mobiliser un prêt concessionnel de 100 MUSD auprès de la Banque asiatique de développement (BAsD) pour soutenir son programme de réforme de la gestion des finances publiques et l'amélioration des services publics. Ce financement, décidé au cours d'une réunion du Conseil des ministres, sera négocié par une délégation dirigée au niveau du ministère des Finances. Il s'inscrit dans un ensemble de mesures destinées à relancer la prestation de services, à reconstruire les infrastructures affectées par des manifestations récentes, et à préparer les prochaines élections.

[Govt to take concessional loans of USD 100 million from ADB - Republica](#)

Le secteur privé plaide pour le rétablissement des subventions à l'exportation

La Fédération des chambres de commerce et d'industrie du Népal (FNCCI) a exhorté le gouvernement à rétablir le régime de subventions à l'exportation supprimé le 21 septembre 2025, estimant que cette mesure risque d'affaiblir l'investissement, les exportations et l'emploi. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a ordonné la suspension des déclarations d'exportation pour l'exercice 2024-25, mettant ainsi fin aux versements d'aides comprises entre 4% et 8% de la valeur exportée, instaurées en 2010 pour soutenir la compétitivité des entreprises locales.

Selon le ministère, cette suppression anticipe la sortie du Népal de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) en novembre 2026, qui interdira toute subvention directe à l'exportation

selon les règles de l'OMC. Le budget 2025/26 ne prévoit plus de crédits à ce titre, hormis pour les demandes antérieures. Les autorités envisagent de réorienter ce soutien vers la production domestique.

[Private sector urges revival of export cash subsidy – The Kathmandu Post](#)

Pakistan

FMI – Accord des services (Staff level agreement – SLA) sur les programmes en cours

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement pakistanais ont annoncé, le 14 octobre 2025, la conclusion d'un accord des services (Staff-Level Agreement – SLA) dans le cadre de la seconde revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF) et de la première revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF).

Cet accord intervient une semaine après la fin de la mission à Islamabad de la cheffe de mission Pakistan, Mme Iva Petrova, et suite aux discussions qui se sont tenues à Washington, en marge des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, entre la délégation pakistanaise conduite par le ministre des Finances et les équipes du FMI. Le SLA ouvre la voie à un passage au conseil d'administration du Fonds d'ici la fin de l'année qui devra approuver le décaissement d'une tranche de près de 1,2 Md USD.

Selon le communiqué publié par le FMI, le Pakistan a respecté la majorité des critères de performance quantitatifs et structurels. Le Fonds salue en particulier la progression du ratio impôts/PIB, passé de 9 % à 11 % en un an, la réduction du déficit budgétaire à 5,4 % du PIB et le maintien d'un excédent primaire de 2,4 %. Le FMI relève également la reconstitution des réserves de change autour de 14,5 Mds USD, soit l'équivalent de près de trois mois d'importations, et une inflation moyenne ramenée à 4,5 % sur l'exercice 2024-2025 contre plus de 25 % l'année précédente.

Le communiqué note toutefois que des risques subsistent, notamment la lente mise en œuvre des réformes dans le secteur de l'énergie et la hausse récente des prix du gaz et de l'électricité, susceptibles d'alimenter l'inflation dans les prochains mois. Le FMI appelle également à renforcer la mobilisation fiscale au niveau provincial, à accélérer la privatisation des entreprises publiques et à poursuivre les efforts de digitalisation de l'administration fiscale (FBR).

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a salué cet accord, qu'il a présenté comme « une étape majeure de stabilisation et de crédibilité retrouvée », soulignant que les réformes engagées avaient permis de « remettre l'économie sur la voie de la croissance ».

<https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/10/14/pr-25345-pakistan-imf-agree-on-2nd-rev-for-ext-arrange-eff-and-1st-review-for-arrange-rsf>

Rencontres bilatérales en marge des assemblées annuelles Banque mondiale et FMI

En marge des Assemblées annuelles FMI et Banque mondiale à Washington, la délégation pakistanaise conduite par le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb a rencontré Robert Kaproth, secrétaire adjoint au Trésor américain, pour présenter les évolutions du cadre

réglementaire sur les actifs numériques et inviter les entreprises américaines à investir dans les secteurs du pétrole et du gaz, minier, de l'agriculture et des technologies de l'information.

Le ministre s'est également entretenu avec Mohammed Aljadaan, ministre saoudien des Finances, et Sultan Abdulrahman Al-Marshad, directeur général du Saudi Fund for Development (SFD), remerciant le Royaume d'Arabie saoudite pour son soutien continu à travers la Saudi Oil Facility et informant la délégation saoudienne des avancées en matière de réforme économique et des opportunités d'investissement, y compris la privatisation de PIA et l'externalisation des principaux aéroports du pays.

[| Ministry of Finance | Government of Pakistan |](#)

Progression du déficit commercial au T1 2026

Selon les données publiées par le bureau des statistiques du Pakistan (PBS – Pakistan Bureau of Statistics), le déficit commercial a progressé au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire s'établissant à 9,43 Mds USD, contre 7 Mds l'année précédente : entre juillet et septembre 2025 (T1 de l'exercice budgétaire 2026), les importations du Pakistan se sont élevées à 17,03 Mds USD, contre 14,95 Mds USD sur la même période de l'année précédente, soit une hausse de 13,9 %. Sur la même période, les exportations ont atteint 7,60 Mds USD, en recul de 3,9 % par rapport aux 7,91 Mds USD enregistrés l'année dernière.

La baisse des exportations est principalement attribuée au secteur textile, qui représente près de 60% des exportations en valeur, en raison de la baisse mondiale du cours du coton, combinée à une hausse des coûts de l'énergie au Pakistan.

https://www.pbs.gov.pk/sites/default/files/external_trade/monthly_external_trade/2025/Release_S_tatement_September_2025.pdf
[Pakistan's Q1 FY26 exports fall to \\$7.6 billion, trade deficit rises to \\$16.97 billion - Profit by Pakistan Today](#)

Démarrage des activités commerciales de Mashreq Bank 100% digitales au Pakistan

La banque émirienne Mashreq Bank a démarré mi-septembre ses opérations de banque 100 % digitale au Pakistan. La banque fonctionnera sous le modèle Shariah-compliant, avec des offres du type Mashreq NEO pour les particuliers et Mashreq NEOBiz pour les PME. Dans le cadre de son engagement à long terme, Mashreq a annoncé un plan d'investissement de 100 M USD pour soutenir ses activités au Pakistan.

L'entrée de Mashreq sur le marché pakistanais intervient à un moment où le gouvernement affiche sa détermination à accélérer la digitalisation de l'économie, à améliorer l'accès aux services financiers et à renforcer la transparence du secteur bancaire, ce qu'a rappelé le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb lors de son récent entretien avec Ahmed Abdelaal, Group CEO de Mashreq Bank, à Washington en marge des assemblées annuelles.

[Mashreq Bank entry marks push towards digital economy: PM Shehbaz - Business - DAWN.COM](#)

Sri Lanka

Accord avec les services du FMI sur la 5e revue du programme en cours

Une fois le rapport examiné par le Conseil d'administration du fonds, le Sri Lanka aura accès à un financement supplémentaire d'environ 347 MUSD, ce qui portera l'aide financière du FMI décaissée à 2,04 Mds USD environ. Le FMI a toutefois soumis cette approbation à (1) l'adoption d'un projet de loi de finances pour 2026 conforme aux paramètres du programme (2) la confirmation des contributions financières des partenaires multilatéraux et (3) les progrès en matière de restructuration de la dette. Le FMI souligne les bons résultats enregistrés par le pays en termes de croissance (4,8% au 1er semestre de 2025), d'inflation, d'accumulation de réserves de change, d'exécution budgétaire et de restructuration de sa dette. Il appelle à maintenir la dynamique des réformes (notamment PPP, entreprises publiques, marchés publics), l'orthodoxie budgétaire, la couverture des coûts de production de l'électricité par les tarifs de vente, tout en maintenant un bon niveau de protection sociale.

[FMI](#)

Forte augmentation du crédit au secteur privé en août 2025

Le crédit au secteur privé a atteint un nouveau record à 9 284 Mds LKR en août 2025, à comparer à 9 058 Mds LKR un mois plus tôt et affiche une hausse de 20,5% en glissement annuel. Dans le même temps, le crédit au gouvernement n'a progressé que de 4% en g.a. pour s'établir à 8 381 Mds LKR et celui aux entreprises publiques a baissé de 5,2% pour atteindre 618 Mds LKR. Le crédit au secteur privé ne dépasse celui au gouvernement que depuis mars 2025.

[Banque centrale du SL](#)

Moody's maintient la notation du Sri Lanka et appelle à des réformes économiques

A la suite d'une révision intervenue en octobre, Moody's a maintenu à Caa1 la note du Sri Lanka, qui « reflète la faible capacité du gouvernement à absorber les chocs et à gérer un endettement élevé ». Moody's estime que, malgré la restructuration de 2022, la dépendance à l'égard des financements extérieurs reste un défi majeur. La croissance économique et la diversité de la base exportatrice du pays, ainsi que des mesures fiscales, soutiennent néanmoins la résilience du pays. La croissance devrait ralentir légèrement à 4,5% en fin d'année en raison d'effets de base. Le déficit budgétaire devrait se réduire à dans la fourchette 6,0-6,5% du PIB en 2025, avec un solde primaire excédentaire, essentiellement grâce aux droits sur les importations de véhicules. Une accélération des réformes ou de la base fiscale pourrait conduire à une amélioration de la note.

[Moody's \(réservé aux abonnés\)](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr